

# Frontières internationales : Géopolitique des « murs ».

Rectorat de Nancy  
Séminaire : La frontière, territoire spécifique

**Stéphane Rosière**  
**Pr. à l'Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA)**

Directeur du Master de géopolitique (URCA)/ Directeur de publication der la revue en ligne *L'Espace politique*,  
URL: <http://espacepolitique.revues.org>

# Introduction à une géopolitique des « murs »

Loin du rêve d'un monde ouvert, les frontières internationales sont de plus en plus marquées par la construction de « murs » (qui le sont rarement, nous utiliserons l'expression générique de « barrière frontalière »).

Les attentats du 9 sept. 2001, la crise économique de 2007-08, la crise migratoire de 2015 sont autant d'étapes dans ce processus de fermeture – ou d'accroissement des contrôles.

Ces « barrières » ne sont qu'un aspect de cette fermeture qui est d'abord administrative puis, éventuellement, se manifeste sur le terrain par la construction d'un « dispositif » physique et concret : la barrière.

# Rappel épistémologique sur les frontières

La frontière internationale, ou **enveloppe extérieure du territoire de l'État**, a tardivement intéressé les géographes. « *Le sol et non l'État voilà ce qui doit retenir le géographe* » (Febvre, 1922). A Science-Po cependant, J. Ancel publie la première « Géographie des frontières » en 1938, suivie par P. Guichonnet et C. Raffestin (1975) ; M. Foucher, 1988 : « Fronts et frontières » achève de donner ses lettres de noblesse à ce thème.

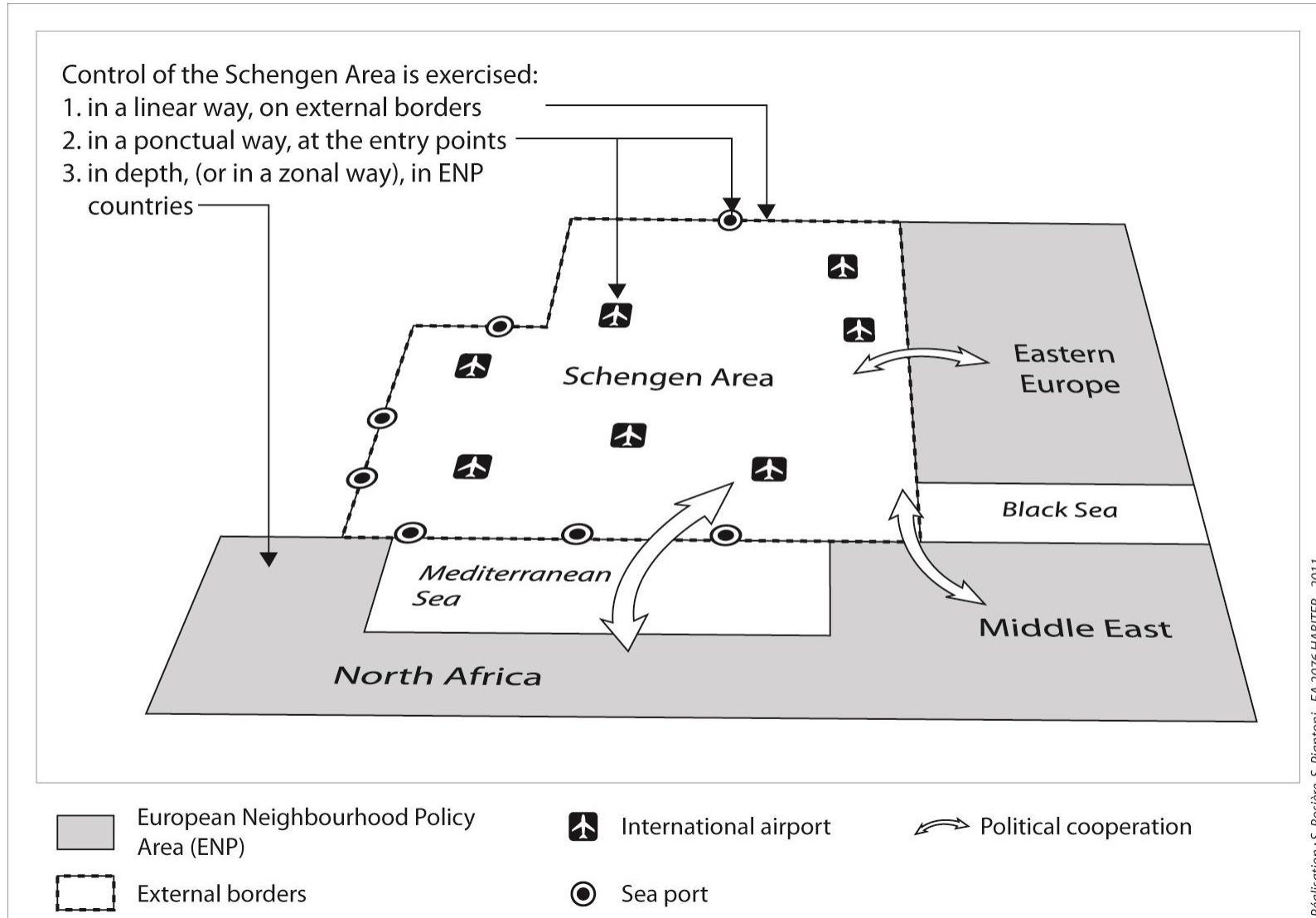
Cependant, après 1989, cet objet d'étude enfin réhabilité (avec le politique) connaît un nouveau désintérêt. La plupart des chercheurs annoncent un monde « ouvert » et sans frontière (cf. le “borderless world” de K. Ohmae 1999), ou l'idée de l'apparition d'un « monde sans murs » (Moore, 2003). A peine, réhabilitée la recherche sur la frontière devient ringarde.

La logique de « retour des frontières » s'est imposée depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle (mais pour Foucher : il n'y a pas de retour des frontières car elles n'avaient pas disparues) a pu être qualifié de *rebordering* — selon l'expression de P. Andreas et Th. Biersteker (in *The Rebordering of North America: Integration and Exclusion in a New Security Context*, 2003).

Le « blindage » des frontières (construction de barrières selon l'expression de Ch-Ph. David 2013) est pourtant en marche dès le début des années 1990 : barrières à Ceuta et Melilla dès 1994, opération *Gatekeeper* en Californie, la même année. Les attentats du 11 septembre 2001 viennent donc accélérer une dynamique déjà lancée. Quelle logique? Réaffirmation d'une souveraineté menacée (Brown, 2009)? Logique d'insécurité (Vallet, 2014)? Nous essayerons de les analyser.

Rappelons enfin la logique de « délinéarisation » de la frontières : les PPF sont multiples, les contrôles sur tout le territoire, au total, la ligne n'est qu'une partie de la frontière. La frontière s'est « pixellisée » (Bigo et Guild 2005), certains parlent de frontières « mobiles » (Amilhat Szary, Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui?, 2014). Cf. Dia 5.

Rappel : les frontières se sont **progressivement « délinéarisées »** : les notions de « *frontières réticulaires* » (Christiane Arbaret 2008), de « *pixellisation des frontières* » (Didier Bigo et Elspeth Guild 2005) soulignent cette évolution.



# Nous assimilons la construction de barrières aux frontières aux **teichopolitiques**

Le néologisme **teichopolitique** (Ballif et Rosière 2009) est basé sur la racine grecque ancienne τειχος (*teikos*) qui désigne les « murs » (de la cité)...

Ce terme désigne toute politique fondée sur la construction de « barrières », à toutes les échelles (ville : gated communities, État : frontières). Les teichopolitiques s'articulent avec les « **biopolitiques** » (cf. Michel Foucault), « politique de contraintes sur les corps ».

Les teichopolitiques visent à contraindre les flux et la mobilité par un jeu de cloisons (ou barrières) et de points de passages où les individus sont soumis au contrôle. Elles expriment une nouvelle « **kinétophobie** » selon le terme forgé par le sociologue Nikos Papastergiadis (son article : “Wars of Mobility”, 2010) qui se manifeste entre autres par la xénophobie.

# Difficultés méthodologiques d'une enquête sur les « murs »

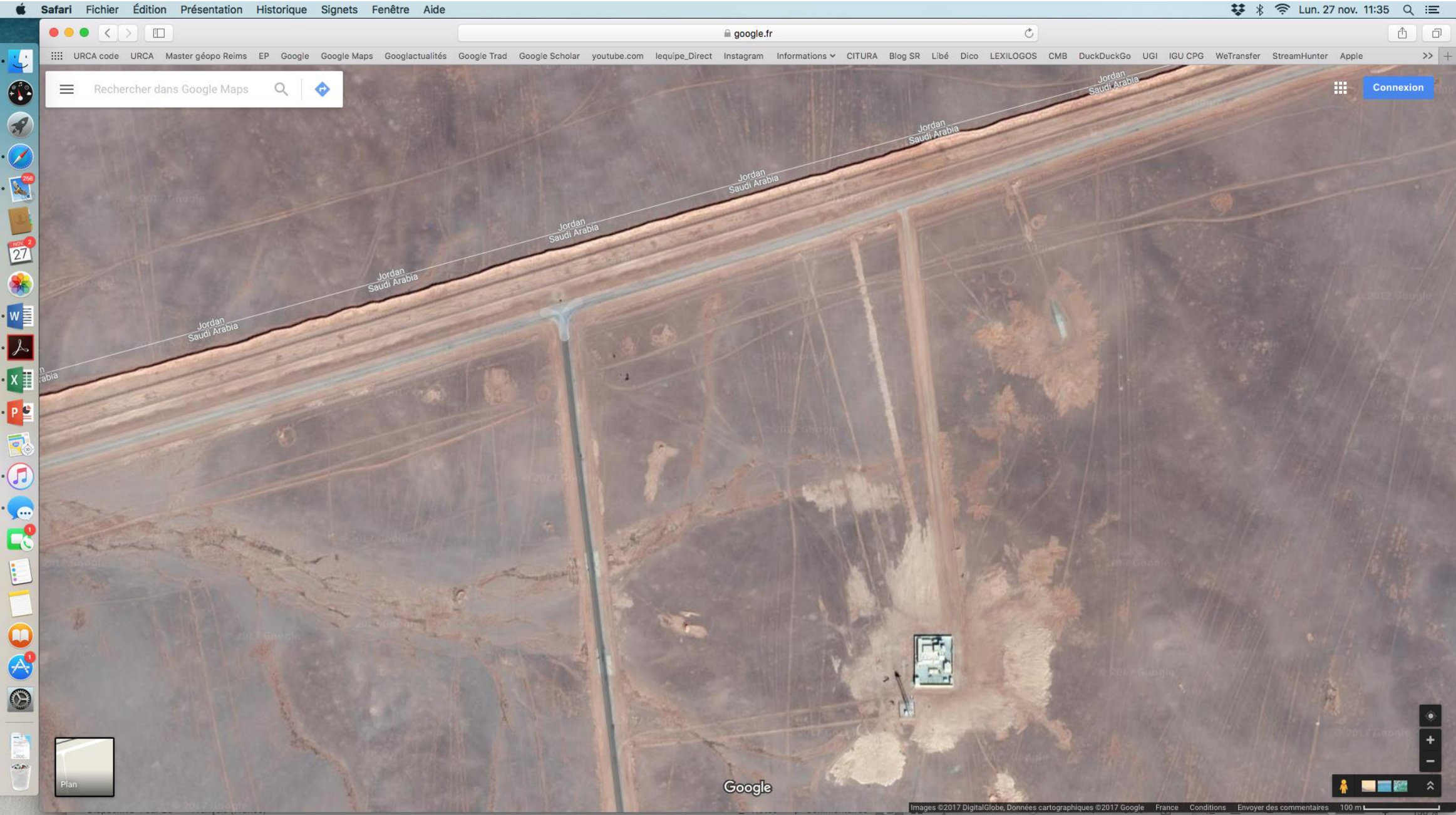
La grande diversité des dispositifs à prendre en compte (le plus souvent clôtures ou grillages, éventuellement avec des barbelés, remblais, tranchées, champs de mines, etc.). Question cruciale du **seuil** pris en compte.

Le **secret** qui entoure les frontières (si les États veulent souvent faire savoir qu'ils ont édifié des dispositifs, ils acceptent moins volontiers de les montrer);

La recherche sur ce thème implique plusieurs types de sources :

- directes: le terrain, interview de personnes ayant franchi les frontières, d'agents des forces de surveillance, ou de responsables de ses politiques;
- Indirectes: articles de journaux (revues de presse, mots clefs, sources souvent locales), Google Maps (mais définition faible dans les zones de conflit).

Exemple de le capture d'écran : dispositifs saoudiens à la frontière jordanienne (au Nord de la ville saoudienne de Turaif)



# Plan de l'intervention

- 1. Géographie des barrières frontalières
- 2. Des barrières pour quoi faire?
- 3. Conséquences des logiques de fermeture

# 1. Géographie des barrières frontalières

Les barrières frontalières représentent un linéaire d'environ 25 000 km (soit 10% du linéaire mondial de frontières de 250 000 km depuis 2011).

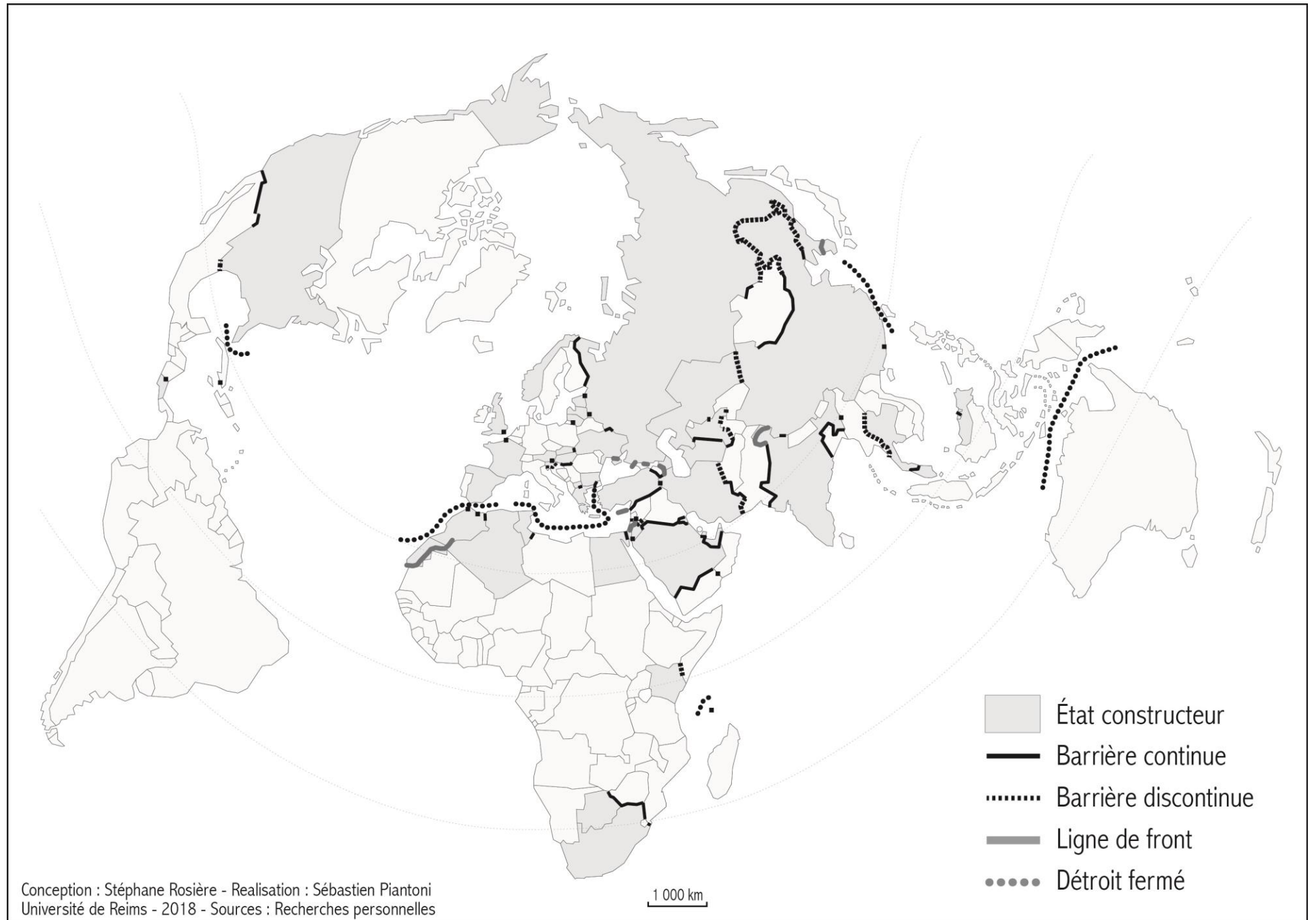
Environ un quart de ces 25 000 km de barrières est constitué de “lignes de front” (“Mur des sables” marocain) ou de cessez-le-feu (Cachemire, Corée, Chypre), donc des dispositifs liés à des zones de tension militaire.

Les  $\frac{3}{4}$  des « barrières » séparent des pays qui entretiennent de bonnes relations et ne sont pas marqués par des revendications territoriales. États-Unis et Mexique par exemple sont membres d'une même “zone de libre échange” (mais la confusion entre “libre-échange” et libre-circulation est fréquente). A l'intérieur de l'espace Schengen, l'Autriche a construit quelques km de clôtures à la frontière slovène.

## 1.1. Localisation des barrières frontalières

- . Continues/ discontinues
- . militaires/ civiles
- . terrestres/ maritimes.

Mise en exergue d'un Rimland de « murs » autour de l'Eurasie



Extent of border security fencing along national borders in Europe and Central Asia (Linnell et alii 2016).

L'extension exacte de ces « dispositifs » reste cependant imprécise. Cette carte montre des clôtures eurasiatiques plus étendues encore (Linnell *et alii* 2016)



Linnell JDC, Trouwborst A, Boitani L, Kaczensky P, Huber D, et al. (2016) *Border Security Fencing and Wildlife: The End of the Transboundary Paradigm in Eurasia?*. PLOS Biology 14(6): e1002483. <https://doi.org/10.1371/journal.pbio.1002483>  
<http://journals.plos.org/plosbiology/article?id=10.1371/journal.pbio.1002483>

# Les 10 principales barrières frontalières répertoriées

Building Country	Limitrophe country	Border length (km)	Start of construction (year)	Barrier Length (km)	Type
India	Bangladesh	4096	1993	<b>3326</b>	International border (IB)
Morocco 'sand wall'	Sahrawi ADR + Algeria	-	1980	<b>2720</b>	Front line + IB with Algeria
India	Pakistan (without LOC)	2172	1947	<b>2172</b>	IB
United States	Mexico	3140	1994	<b>1100</b>	IB
Ethiopia	Eretria	912	1998	<b>912</b>	Cease-fire line
Turkey	Syria	818	2014	<b>818</b>	IB
Botswana	Zimbabwe	813	2004	<b>813</b>	IB
Saudi Arabia	Iraq	812	2009	<b>812</b>	IB
Turkmenistan	Ouzbekistan	1621	2001	<b>800</b>	IB
India/Pakistan	Line of Control (LOC) in Kashmir	740	1949	<b>740</b>	Cease-fire line

Les 10 barrières ici désignées représentent presque les  $\frac{3}{4}$  des barrières mondiales en distance.

## 1.2. Perspective historique

Les  $\frac{3}{4}$  des barrières existantes ont été construites depuis les attentats de septembre 2001. 3 pays ont joué un rôle d'entraînement :

- États-Unis: 1994 : opération *Gatekeeper* ; 2006, *Secure Fence Act* ; en 2016, Donald Trump promet un nouveau mur ;
- Israël: 2002, dans la foulée de la 2<sup>e</sup> Intifada construction de la « barrière de séparation » (*Geder HaHafrada*). Peu après, Qatar et Arabie saoudite emboitent le pas ;
- L'Inde a érigé des « barrières » depuis son indépendance en 1947. Avec le Bangladesh, elle a lancé l'un des plus ambitieux programme de « barriérisation » au monde.

### Boomender Mauerbau

#### Zahl der Grenzzäune und -mauern weltweit



Quelle: Elisabeth Vallet

Les empires coloniaux furent un champ d'expérimentation des barrières contemporaines.  
Les techniques utilisés (barbelés électrifiés) sont désormais éprouvées.

Barrière frontalière à la frontière de la Libye (colonie italienne) et de l'Égypte (1930)



source : <http://www.zadigweb.it/amis/schede.asp?idsch=113&id=7>

Lignes Morice et Challe construites par l'armée française durant la guerre d'Algérie (à partir de 1957).



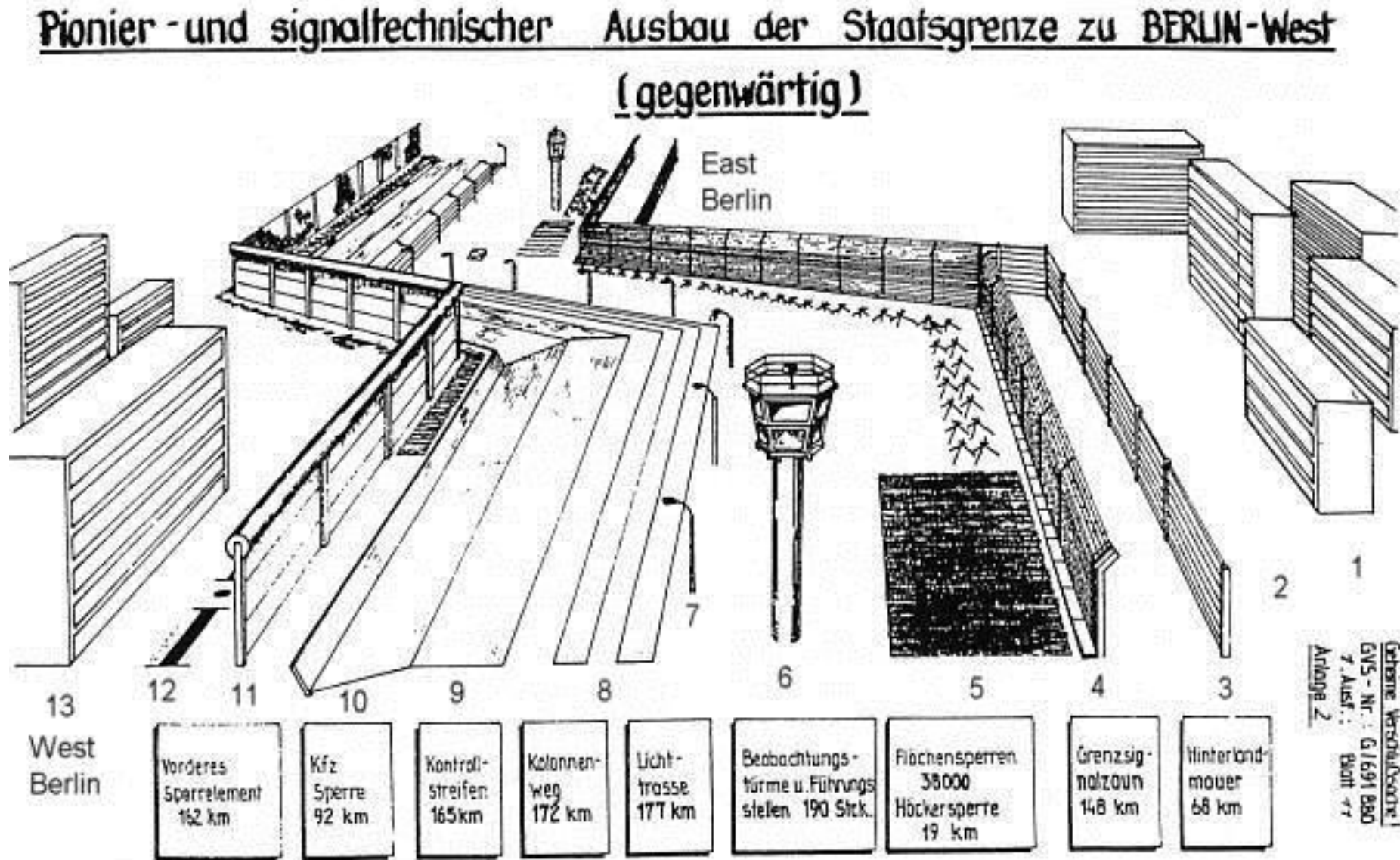
Source: <http://www.ecpad.fr/barrage-electrifie-le-long-de-la-frontiere-tunisienne/>

### 1.3. Hétérogénéité des dispositifs.

La barrière électrifiée construite par le Botswana (2004) est une réplique des dispositifs coloniaux (sans les mines).



Rideau de fer (1949-89) et mur de Berlin (1961-89) ont permis de tester *in vivo* de nombreuses techniques toujours utilisées aujourd'hui...



Hétérogénéité : du mur de béton à la clôture virtuelle, les techniques sont très variables (fonction du niveau de développement).



Mur de béton à Jérusalem (S.R. 2010)



Clôture virtuelle à la frontière Slovaquie-Ukraine (S.R. 2014)

# La « barrière » visible sur le terrain n'est que la partie émergée d'un dispositif complexe

Une barrière n'est qu'un élément dans un système de surveillance qui intègre :

- Des moyens humains: Unités mobiles de surveillance (le long de la barrière) et unités de contrôle (aux points de passages frontaliers - PPF),
- Des moyens technologiques de niveau variable : éclairage ou électricité (barrière), caméras et capteurs (barrière) reliés à des centres de contrôle.
- Un contrôle centralisé et des réseaux puissants. Les informations envoyées depuis la barrière sont centralisées et contrôlées. Les PPF sont reliés à de puissantes bases de données (en UE: système d'information Schengen (individus recherchés ou disparus), système d'information sur les demandes de visa (VIS), Eurodac (gestion des demandes d'asile), *Passenger name record* (PNR, (collecte 19 types d'informations sur les voyageurs des compagnies aériennes).



**The SV contribute not only to detection of perpetrators of illegal border crossing**

- They make the coordination of other border operations better
- They serve reconnaissance actions, help to detect and apprehend facilitators
- The video films recorded during border operations are evidence in cases related to transfer of the apprehended illegal migrants to border services of a neighbouring state as well as penal proceedings initiated against facilitators and organisers



**Mobile syveillance system**

- Long range cooled thermal camera
- CCD camera
- Eyesafe laser rangefinder
- PIR Detectors
- LLLTV/CCD Camera



## 2. Des barrières pour quoi faire?

La construction de barrières est généralement justifiée par trois impératifs (dans le cadre d'une recherche de « sécurité ») :

- La lutte contre les trafics (contrebande) ;
- La lutte contre le terrorisme ;
- La lutte contre l'immigration illégale.

Pourtant, il est rare que les barrières jouent un rôle sérieux sur les trafics et le terrorisme (exception du Cachemire et d'Israël) ; à peine un quart des barrières frontalières est lié à un enjeu militaire: risque d'invasion, défense du territoire (2.1).

Les trois-quarts des barrières contemporaines ont été construites pour lutter contre les migrations non désirées. Localisées sur les discontinuités de niveau de vie, les barrières contemporaines sont d'abord des barrières anti-migratoires (2.2).

Le rôle des entreprises privées est désormais déterminant.

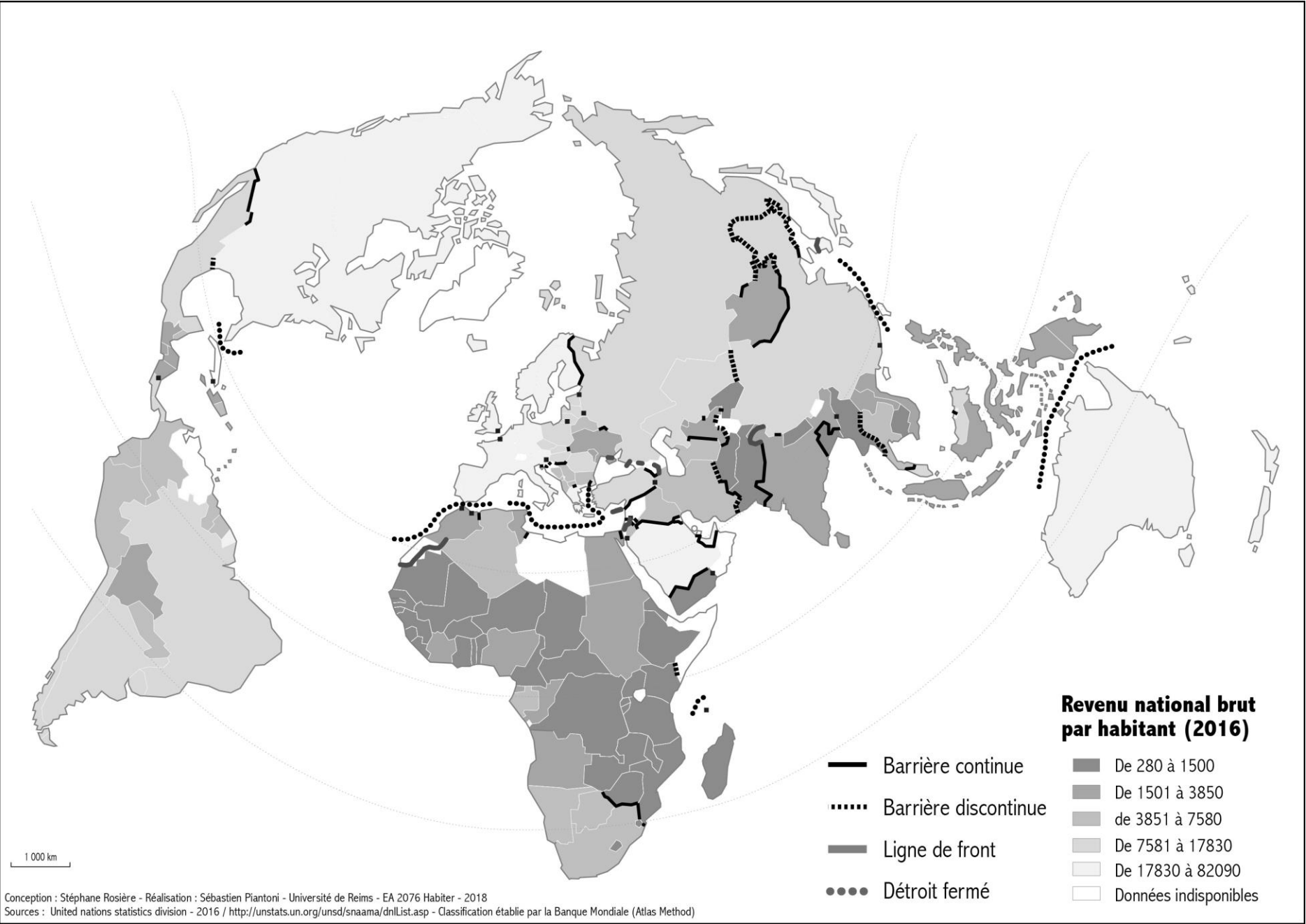


## 2.2. Des barrières économiques et sociales

L'analyse macro est révélatrice.

Sur environ 70 barrières frontalières que l'on peut considérer comme « civiles », les 3/4 au moins répondent à la logique selon laquelle le pays constructeur est plus riche que le pays qui lui fait face. Les gradients de développement sont fréquemment supérieurs à ceux que l'on trouve entre les États-Unis (57 466 \$/hab.) et le Mexique (8201 \$/hab.) soit un rapport de 1 à 7 par PIB /habitants. La 1ère barrière contemporaine a été élevée à Ceuta et Melilla (un des plus fort gradient de développement au monde). Mais ce gradient est encore plus élevé à Gaza (1 à 36)

La tendance générale est que les pays riches se protègent des flux en provenance des pays voisins pauvres (ou plus pauvres) tels les États-Unis face au Mexique, l'Inde face au Bangladesh, le Botswana et l'Afrique du Sud face au Zimbabwe, etc...



Spatialement, si les barrières sont parallèles aux discontinuités de développement, elles sont construites perpendiculairement aux flux humains.

La barrière contraint au passage par les PPF. Les camps et les *hotspots* de l'UE sont installés sur les grands axes (routiers et ferroviaires).

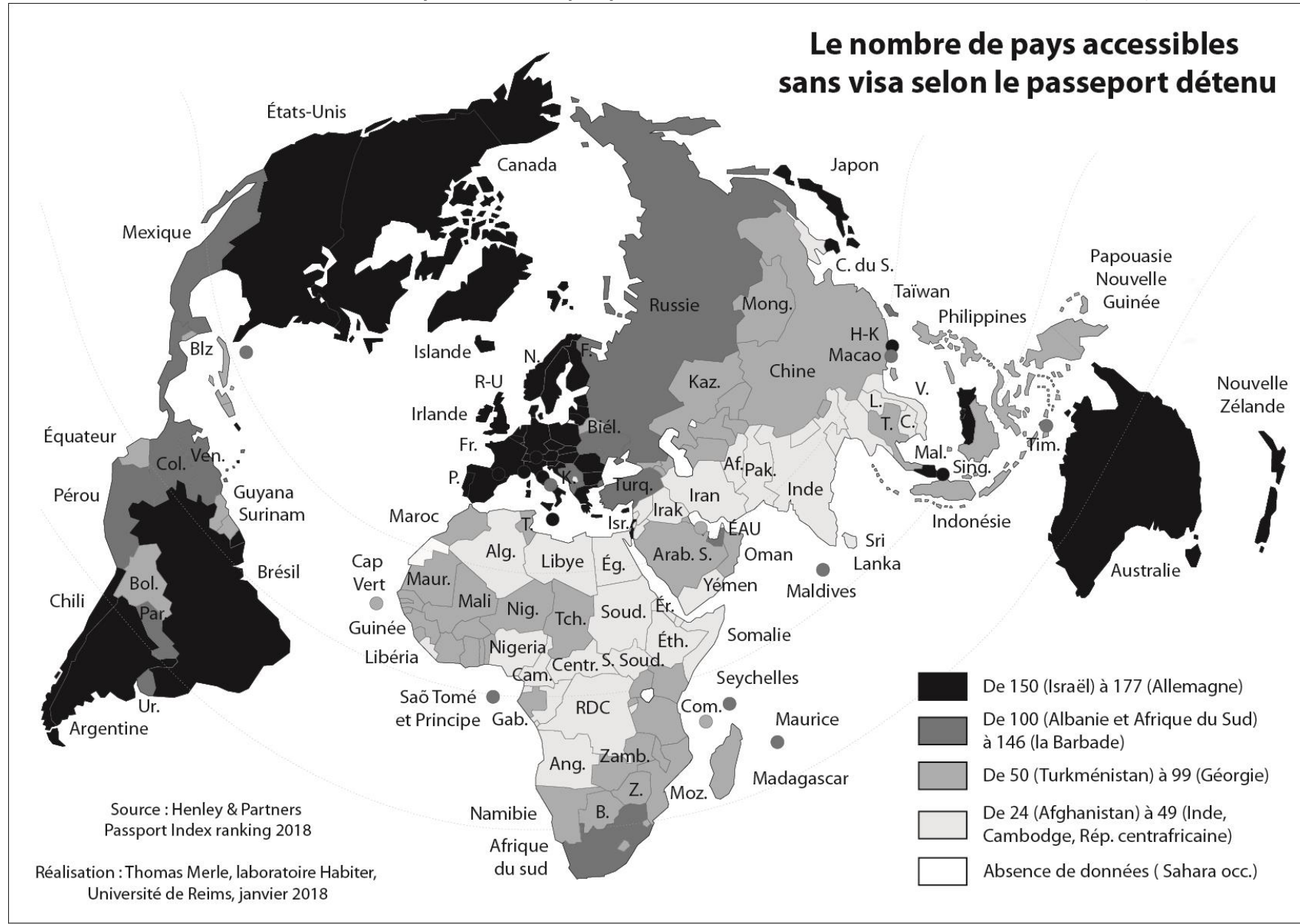
Ici le cas des Balkans (Rosière, 2016).

Carte disponible sur Visioncarto :  
<https://visionscarto.net/barrieres-frontalieres-et-hotspotsImage>



**Les barrières frontalières forment le prolongement spatial des barrières administratives.**

Planisphère de la liberté de circulation (en 2017) : plus le pays est foncé plus la liberté de circuler est importante.  
Les « barrières » visent les citoyens des pays à faible liberté de mouvement (couleur claire).



## 2.3. Les barrières frontalières comme business.

Les entreprises privées accompagnent les teichopolitiques. Les barrières frontalières représentent désormais un marché important

Dans le contexte global d'une diminution des « guerres majeures » (Mueller 1989), les firmes du « secteur militaro-industriel » se sont réorientées de la guerre (rentabilité faible) à la sécurité (rentabilité forte). **Apparition du secteur « sécuritaro-industriel »**. Le marché de la sécurité qui concerne individus, entreprises ou États. Le matériel se standardise.

Les barrières frontalières (avec les systèmes connexes) = **coût de construction de 1 à 3M d'USD/km**. Les grands groupes se disputent ces marchés. Ce sont de fortes sommes, surtout en période de crise et de restrictions budgétaires (cf. la Grèce a construit un mur –modeste – alors qu'elle était en pleine banqueroute). Plusieurs dizaines de milliards investis depuis 2001.

*Secure Border Initiative* de 2006 (frontière USA/Mexique) projet test par consortium mené par Boeing (L-3 Communications Holdings Inc., Unisys Corp., Perot Systems Corp., DRS Technologies, Kollsman Inc., Lucent Technologies, Centech and USIS). Kollman est une filiale étasunienne de la firme israélienne Elbit systems (principal entrepreneur sur la barrière israélienne).

En Arabie Saoudite, Raytheon (USA) pressentie pour bâtir la barrière sur la frontière irakienne a perdu le marché face à EADS (devenu Airbus mais qui a conservé un département sécurité frontalière), ce contrat a été étendue à toutes les frontières du pays en 2009 pour 2,3 milliards de dollars - etc.

Dans Airbus group aujourd'hui, le département sécurité frontalière est le seul qui ne soit pas dédié directement aux activités « avion ». Ce département est rentable et l'entreprise pilote plusieurs États en la matière (Qatar et Roumanie aussi).

### 3. Conséquences des logiques de fermeture

- La construction des barrières frontalières a de nombreuses conséquences, pas toujours aisées à évaluer :
- Elle stimule les trafics. Les restrictions aux flux humains ont généré une importante offre mafieuse de contournement (3.1)
- Le coût humain (décès) désastreux doit être souligné (3.2). En effet, le renforcement des barrières administratives et frontalières impliquent des contournements de plus en plus dangereux, sur de plus longues distances. Le recours à des mafias est devenu une condition *sine qua none* pour passer la frontière sans autorisation.
- Le danger existe aussi sur les libertés publiques, les frontières sont le point de départ d'un fichage généralisé de la population.

### 3.1. Les teichopolitiques génèrent un trafic lucratif

Il est bien plus onéreux de franchir une frontière clandestinement que légalement.

*« Traverser les frontières sans papier coûte infiniment plus cher que de prendre un billet d'avion en classe affaire sur la même destination : 2 000 à 3 000 euros pour la traverser de la ligne Mexique/États-Unis, mais 5 000 à 8 000 (...) en traversant également l'Amérique centrale, , 10 à 15 000 euros pour une traversée de la Méditerranée et autant pour franchir l'Évros ; plusieurs dizaines de milliers d'euros enfin pour arriver aux États-Unis depuis l'Asie et notamment la Chine (jusqu'à 60 000 euros). » (Amilhat Szary, 2015, p.88).*

Selon l'OIM, depuis 2014, de plus en plus des migrants payer pour la totalité du voyage, depuis chez eux jusqu'à destination. Des pages Facebook avec les prix, les lieux de départ (genre « un bateau part demain depuis tel port »), les tarifs, avec des options, des packages. En payant plus cher vous pouvez avoir un voyage plus sûr, avec un gilet de sauvetage ou une place sur le pont supérieur. L'offre se calque sur celle d'une agence de voyage.

# Prolifération des mafias du trafic d'être humain.

- Aider au passage clandestin de migrants relève de la **traite des êtres humains** (ou *human trafficking*), notion large. La traite des êtres humains regroupe plusieurs formes d'exploitations : prostitution, esclavage et travail forcé ou le **trafic de migrants** (*human smuggling* ou *human trafficking*).
- Les trafiquants de migrants, ou *facilitators* dans la jargon de Frontex, sont inclus par le politologue Peter Andreas parmi les « **acteurs transnationaux clandestins** » (CTAs), soit les : « (...) *acteurs non étatiques qui agissent au travers des frontières internationales en violation des lois des États concernés et qui essayent d'échapper aux poursuites de ces derniers* » (Andreas, 2003, p.78)
- Selon l'ONU : « L'expression de "trafic illicite de migrants" désigne le fait d'assurer, afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un État Partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent de cet État. » (Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée)

Les acteurs du trafic de migrants sont d'autant plus nombreux que la demande est importante et que les profits sont réels. Le revenu annuel du trafic de migrant a été évalué à 7 milliards en 2016 de dollars par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Selon l'UNODC, le trafic de migrants a généré 7 milliards de dollars pour les trafiquants en 2016. Première étude mondiale sur le trafic de migrants publiée en juin 2018 [En ligne]

<https://www.unodc.org/unodc/fr/frontpage/2018/June/at-least-2-5-million-migrants-were-smuggled-in-2016--first-un-global-study-shows.html>

Cette année-là, un minimum de 2,5 millions de migrants ont été « *passés clandestinement* », selon la première étude mondiale sur le trafic de migrants publiée en juin 2018. Les enjeux financiers sont donc primordiaux pour comprendre l'essor de cette activité.

## 3.2. Les décès aux frontières

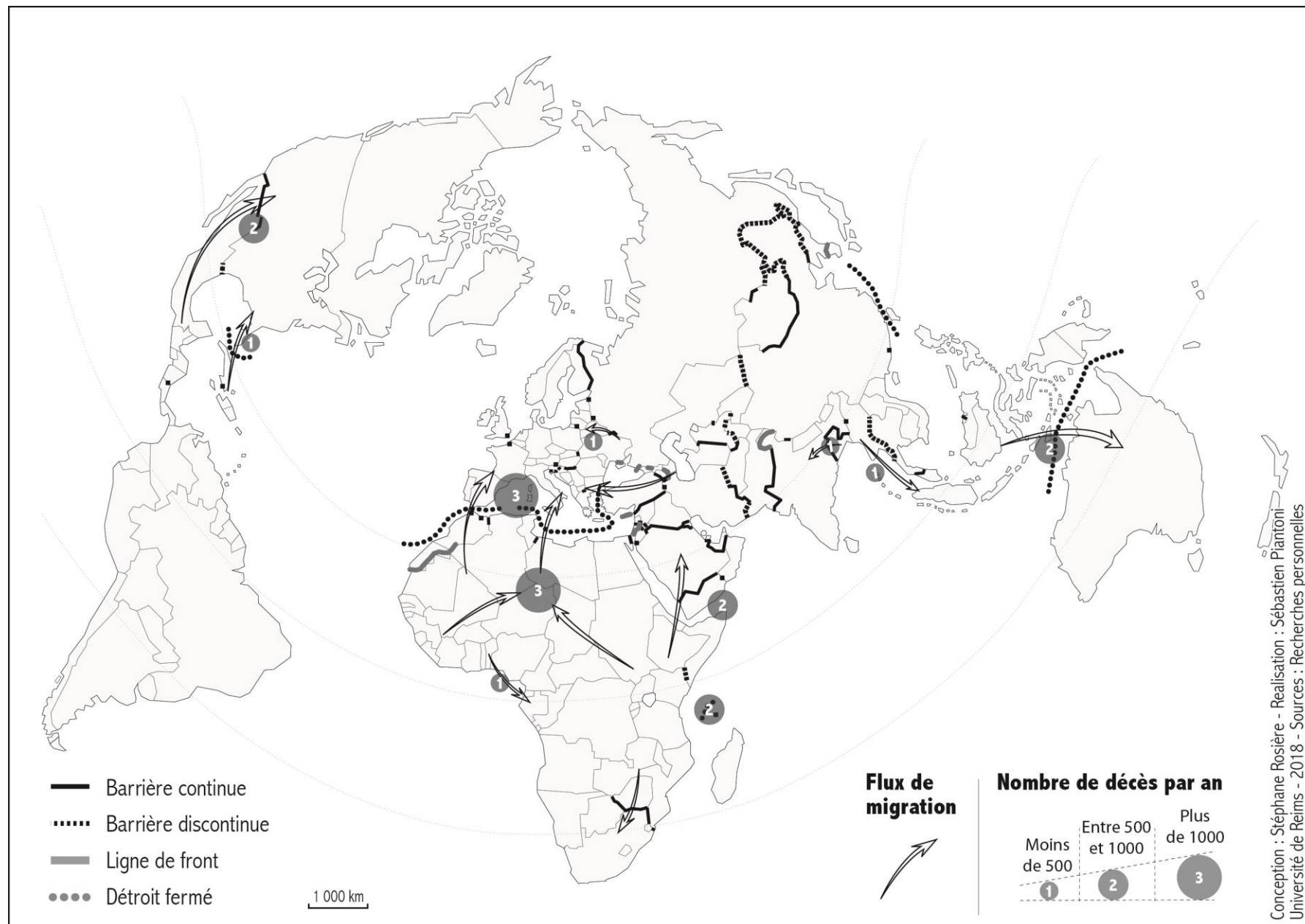
Du fait du développement des barrières, les passages clandestins sont de plus en plus dangereux.

On peut esquisser plusieurs « **fronts migratoires** » (proches ou supérieur à 1000 décès/an) qui sont surtout **maritimes** :

**Méditerranée**, Golfe d'Aden, Mer du Bengale, mer de Timor, Golfe du Mexique.

Fronts secondaires mal renseignés : golfe de Guinée, golfe du Bengale.

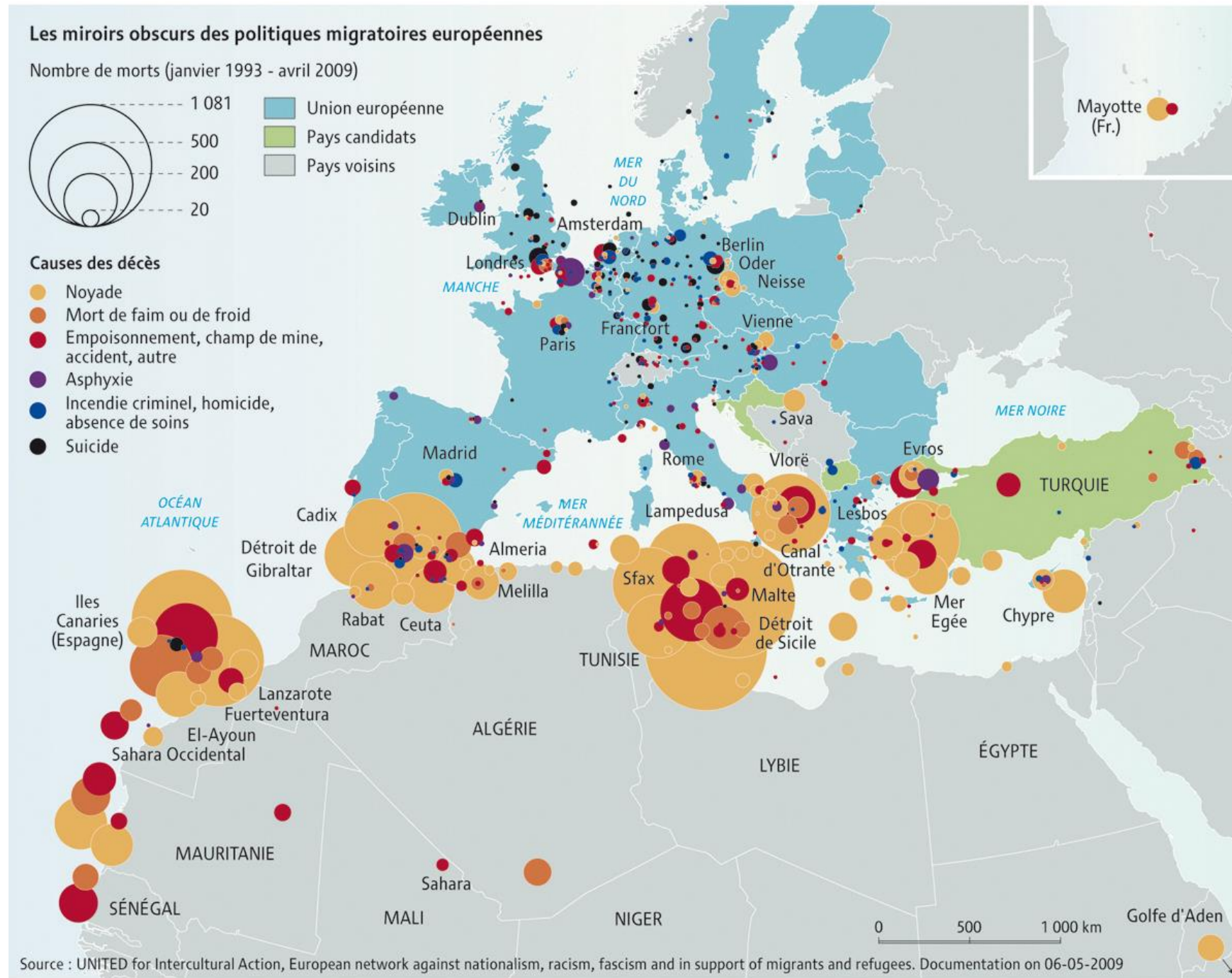
Le **Sahara** serait le principal **front migratoire terrestre** ; les déserts du SE des États-Unis peuvent être cités + Sinaï?



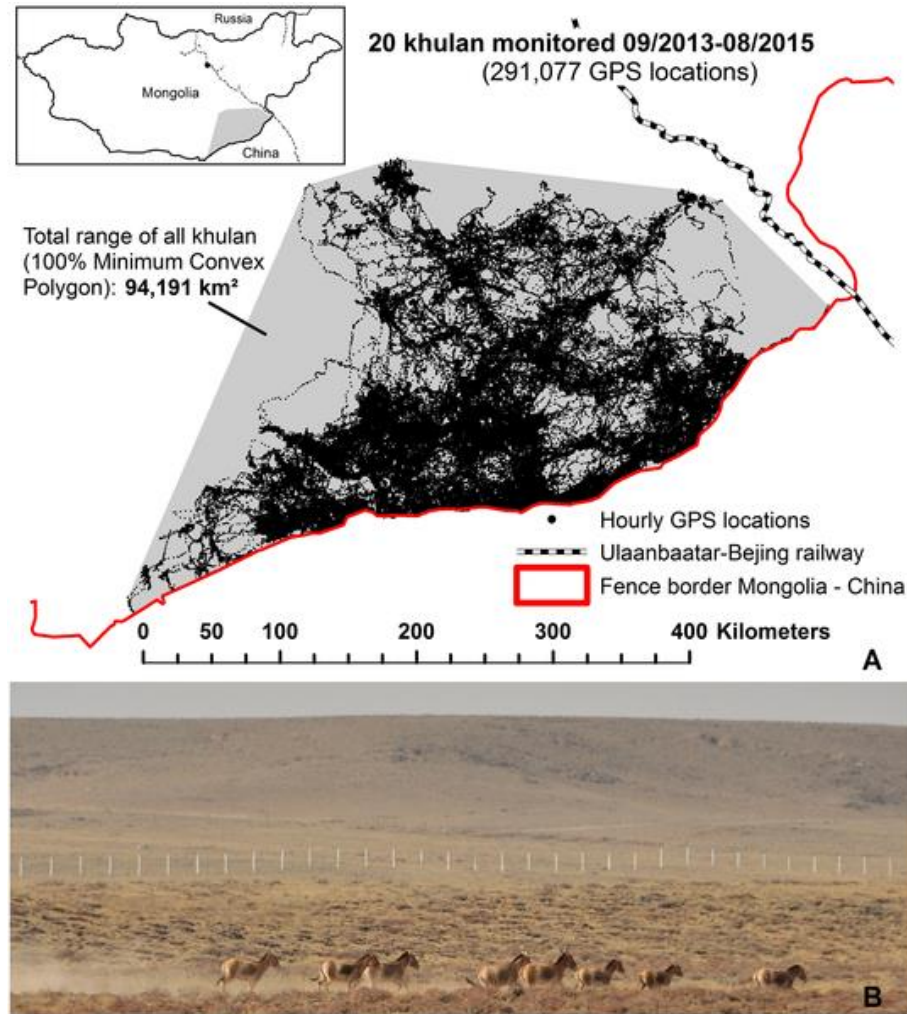
Les décès aux frontières de l'UE sont désormais bien plus importants que ceux liés à l'ancien « rideau de fer » (1000 décès sur la frontière interallemande de 1949 à 1989).

En Méditerranée, le nombre décès/an en baisse mais important :  
 2014: plus de 3500 décès  
 2015: 3784 décès;  
 2016: 5143 décès;  
 2017: 2993 décès;  
 2018: 2275 décès.

Carte: Clochard, 2012.



# Les conséquences écologiques



Linnell JDC, Trouwborst A, Boitani L, Kaczensky P, Huber D, et al. (2016) Border Security Fencing and Wildlife: The End of the Transboundary Paradigm in Eurasia?. PLOS Biology 14(6): e1002483. <https://doi.org/10.1371/journal.pbio.1002483>  
<http://journals.plos.org/plosbiology/article?id=10.1371/journal.pbio.1002483>

# Conclusion(s)

Les « barrières » symbolisent les tensions contemporaines qui sont plus liées aux flux qu'aux territoires. **L'opposition entre le libre-échange** (échanges commerciaux et financiers, généralement bienvenus) **et la libre-circulation** (mobilité des individus, fréquemment refusée, elle inquiète) est sous-estimée.

La plupart des barrières ne jouent guère de rôles en matière de sécurité (au sens de menace sur la vie), ni sur les trafics, ce sont essentiellement des outils visant à restreindre la circulation (mobilité humaine) et plus précisément des dispositifs anti-migrants.

La fonction symbolique des barrières est plus évidente que leur efficacité : « *The new walls function theatrically, projecting power and efficiency that they do not really exert.* » (Brown, 2010).

L'évaluation des barrières est d'autant plus critique que leur coût est élevé et leur efficacité discutable. Ce sont des mises en scène du pouvoir (cf. Wendy Brown) plus que des outils de maîtrise de l'espace. Ces barrières (et les banques de données connectées) génèrent des menaces sur les libertés individuelles. Le marché de ces barrières, s'insère dans une offre de « sécurité » devenue considérable. Il pose questions pour des États souvent endettés et/ou aux politiques sociales de moins en moins généreuses.

Pour autant, les barrières ne doivent pas masquer l'ampleur des échanges internationaux que ce soit d'un point de vue commercial ou humain. Il y environ 260M de migrants et réfugiés dans le monde (3,5% de la pop. mondiale; à distinguer des 65M de « déplacés » internes) — voir le site de l'INED, *Les migrations dans le monde*.

L'ère des barrières ne signifie donc pas la fin des échanges, ou la réalité d'une invasion, mais il souligne les tensions qui sont liées aux flux humains et aux relations entre les êtres humains d'une façon générale.

# Bibliographie frontières

- Un ouvrage en ligne et gratuit sur les frontières: Caroline Weill (dir.), (2019), *(Dé)passer la frontière*, revue Passerelle, URL : <https://www.coredem.info/rubrique80.html>
- AMILHAT SZARY, Anne-Laure, (2015), *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui ?*, Paris, PUF, 160 p.
- ANDREAS, Peter, (2003), Redrawing the Line. Borders and Security in the Twenty-first Century, *International Security*, Vol. 28, No. 2, pp. 78–111
- ANDREAS, P. ; BIERSTEKER, T J., (eds) (2003), *The Rebordering of North America, Integration and Exclusion in a New Security Context*, New York & Londres, Routledge, 179 p.
- BALLIF, Florine ; ROSIÈRE Stéphane, (2009), « Le défi des teichopolitiques. Analyser la fermeture contemporaine des territoires », *L'Espace Géographique*, vol. 38, n°3/2009, pp.193-206 [En ligne] : [http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_ARTICLE=EG\\_383\\_0193](http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=EG_383_0193)
- BIGO, Didier ; GUILD Elspeth, (Eds.), (2005), *Controlling Frontiers: Free Movement into and within Europe*, Londres, Ashgate, 296 p.
- BROWN, Wendy, (2009), *Murs : les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 207 p.
- CLOCHARD, Olivier, (2012), *Atlas critique des migrations*. Paris, A. Colin, 143 p.
- *L'Espace Politique*, Numéro spécial sur “les barrières frontalières”, n° 20 (2/ 2013), [En ligne] <http://espacepolitique.revues.org/2624>
- FOUCHER Michel (1991), *Fronts et frontières*, Paris, Fayard.
- MOULLÉ François (dir.), (2017), *Frontières*. Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 337 p.
- ROSIÈRE Stéphane, (2007), *Géographie politique et géopolitique. Une grammaire de l'espace politique*, Paris, Ellipses, 426 p.
- VAN HOUTUM, Henk ; PIJPERS, Roos, (2007), « The European Union as a gated community: the two-faced border and immigration regime of the EU », *Antipode*, vol. 39, pp.291-309.

Merci de votre attention

Stéphane Rosière, Professeur,  
Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA)

stephane.rosiere@univ-reims.fr  
stephanerosiere@orange.fr